

© 24 Heures; 08.11.2004; Seite 27



Économie-Finance

NOTRE INVITÉ

L'Amérique ne sauvera pas l'économie

La dette américaine est à son plus haut historique qui, en considérant une croissance annuelle de 2200 milliards de dollars, devrait être proche de 35 000 milliards de dollars. Pour une population de 300 millions d'habitants, cela représente près de huit fois le poids de la dette de la Confédération sur la population suisse. Quant au dollar, il cotait encore à peine 1 fr. 17 au début du mois. Ces chiffres donnent le vertige, même s'il convient de relativiser ce fardeau en considérant que le pouvoir d'achat de l'Amérique est près de 40 fois supérieur à celui de la Suisse.

La croissance annuelle de la dette, devenue exponentielle sous la présidence Bush, est plus significative. Cette dette est financée à raison de 50% par l'étranger, ce qui implique que le monde est en train de devenir le plus grand créancier des Etats-Unis. C'est cette propension à vivre au-dessus de ses moyens qui pousse le dollar vers le bas.

L'avantage apparent d'une telle dévaluation est que les matières premières et les produits importés des USA, qui sont cotés en billets verts, deviennent meilleur marché. Mais cet avantage est totalement annulé par la hausse constante des prix en dollars de ces mêmes matières premières. En revanche, plus le billet vert baisse, plus les produits américains sont bon marché en comparaison internationale. Les sociétés d'outre-Atlantique ont beau jeu de gagner ainsi des parts de marché.

L'autre conséquence de la baisse du dollar est que la valeur de la dette américaine ne cesse de diminuer par rapport aux devises étrangères: chaque dévaluation du billet vert aboutit à un remboursement équivalent de la dette. Pas étonnant dans ces conditions, alors qu'un plan d'austérité devrait être à l'ordre du jour, que le président Bush puisse promettre des baisses d'impôts et financer ainsi la politique sociale promise durant sa campagne.

Ce cercle vertueux devrait contribuer au maintien au pouvoir des républicains à l'issue du second mandat de George W. Bush. Il en découlera une hégémonie accrue des Etats-Unis sur les économies mondiale et locales et, par voie de conséquence, une paupérisation de l'Occident, empêtré dans ses conflits sociaux et ses revendications d'un monde meilleur. L'Asie ne pourra intégrer des avantages sociaux au risque de ne plus être concurrentielle par rapport aux produits américains. Dans le même temps, les Etats-Unis auront tout loisir de poursuivre l'érection de nouvelles barrières protectionnistes au travers de l'OMC.

A y bien regarder, nous sommes tous responsables de cet état de fait. Responsables du pouvoir du dollar, responsables de nos revendications sociales peut-être exagérées, responsables de ne plus investir ou favoriser le développement économique par des incitations aux nouvelles entreprises et technologies ? comme Swissmetro ?, responsables de taxer toujours plus les riches ? les paradis fiscaux ne disparaîtront pas demain et ils sont près des Etats-Unis ...

Le 2 novembre, George W. Bush a gagné plus que la présidence. Echec et mat pour l'Europe et pat pour l'Asie ! é

OLIVIER FERRARI Coninco Groupe